



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 décembre 2021

## Soixante-seizième session

Point 80 de l'ordre du jour

**Rapport de la Commission des Nations Unies  
pour le droit commercial international  
sur les travaux de sa cinquante-quatrième session**

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 9 décembre 2021

[sur la base du rapport de la Sixième Commission (A/76/471, par. 13)]

### 76/108. Règlement de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur l'arbitrage accéléré

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 2205 (XXI) du 17 décembre 1966, portant création de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et donnant à celle-ci pour mandat d'encourager l'harmonisation et l'unification progressives du droit commercial international et, ce faisant, de prendre en considération les intérêts de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement, en favorisant un large développement du commerce international,

*Rappelant également* sa résolution 31/98 du 15 décembre 1976, dans laquelle elle recommandait l'application du Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international<sup>1</sup>, et sa résolution 65/22 du 6 décembre 2010, dans laquelle elle recommandait l'utilisation de la version révisée en 2010 du Règlement<sup>2</sup>,

*Sachant* l'utilité que présente l'arbitrage comme mode de règlement des litiges pouvant naître des relations commerciales internationales,

*Notant* la valeur de l'arbitrage accéléré en tant que procédure rationalisée et simplifiée pour régler dans des délais réduits les différends qui surviennent dans le cadre des relations commerciales internationales, et notant que l'arbitrage accéléré est de plus en plus fréquemment utilisé dans la pratique commerciale internationale

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Supplément n° 17 (A/31/17), chap. V, sect. C.

<sup>2</sup> Ibid., soixante-cinquième session, Supplément n° 17 (A/65/17), annexe I.



et nationale pour permettre aux parties de régler définitivement les litiges de manière rapide et économique,

*Consciente* de la nécessité de concilier l'efficacité de la procédure arbitrale et les droits des parties au litige à une procédure régulière et à un traitement équitable,

*Notant* que l'élaboration du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré et de la note explicative qui l'accompagne a grandement bénéficié de consultations tenues avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales intéressées,

*Notant également* que le Règlement sur l'arbitrage accéléré a été adopté par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international à sa cinquante-quatrième session, à l'issue des délibérations requises<sup>3</sup>,

1. *Remercie* la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international d'avoir établi et adopté le Règlement sur l'arbitrage accéléré, dont le texte figure à l'annexe IV du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-quatrième session<sup>4</sup> et qui est entré en vigueur le 19 septembre 2021 ;

2. *Recommande* l'utilisation du Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré aux fins du règlement des litiges survenant dans le cadre des relations commerciales internationales ;

3. *Prie* le Secrétaire général de ne ménager aucun effort pour que le Règlement de la CNUDCI sur l'arbitrage accéléré soit porté à la connaissance et mis à la disposition du plus grand nombre.

49<sup>e</sup> séance plénière  
9 décembre 2021

---

<sup>3</sup> Ibid., soixante-seizième session, Supplément n° 17 (A/76/17), chap. VII.

<sup>4</sup> Ibid., annexe IV.